

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BEAUTY SUCCESS ENTERPRISES

Saltgourde
21 Avenue du Château
24430 Marsac-Sur-L'isle

Références : SEI/MB-NPB/0076/2026
Code AIOT : 0005213098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement BEAUTY SUCCESS ENTERPRISES implanté SALTGOURDE 24430 Marsac sur l'Isle. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « post-incendie de Rouen » (connaissance, par les exploitants de stockage de matières combustibles en entrepôts, de l'état des matières stockées au sein de leurs installations).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEAUTY SUCCESS ENTERPRISES

- SALTGOURDE 24430 Marsac sur l'Isle
- Code AIOT : 0005213098
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Beauty Success exploite une installation soumise à enregistrement pour la rubrique 1510 (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts).

L'installation est un entrepôt de stockage, les activités sont logistiques et ne comportent pas de phase de production.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II_Point 1.2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4 au I.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Etat des matières stockées d'information de la population (A	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	et Enr - 1510)			
7	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4 (Annexe V-III)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
8	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale relative à l'état des stocks. Il a été constaté que l'état des matières stockées présenté par l'exploitant ne répond pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, tant au regard de la gestion d'un événement accidentel que de l'information du public. Ce manquement, qui constitue l'enjeu principal du contrôle, justifie la proposition d'une mise en demeure préfectorale afin d'imposer une mise en conformité complète dans un délai de deux mois.

La complexité de cet exercice, nécessitant une bonne maîtrise des exigences ICPE, pourrait conduire utilement l'exploitant à se faire accompagner.

Par ailleurs, des non-conformités ont été relevées concernant les dispositions constructives des bureaux, qui ne respectent pas les exigences réglementaires applicables. Ce point justifie également une mise en demeure, avec un délai de mise en conformité fixé à 6 mois.

Enfin, d'autres non-conformités ont été constatées sur le site (moyens de lutte contre l'incendie, dispositif de confinement, suivi du système d'extinction automatique d'incendie), pour lesquelles des actions correctives sont attendues dans un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II_Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les installations sont réglementées au titre des ICPE par Arrêté Préfectoral (AP) d'Enregistrement du 02/02/2015.

Il s'agit d'un entrepôt soumis à la rubrique 1510-2.

L'AP donne les informations suivantes :

- Volume de stockage de la zone de réception des produits : 9 500m³
 - Volume de stockage de la zone du stockage et picking des produits : 37 500m³
 - volume de stockage de la zone d'expédition : 11 000m³
- Soit un volume total de 58 000m³.

L'étude des flux thermiques, exigée par l'annexe VIII de l'AM du 11 avril 2017 pour les installations existantes, a été transmise par l'exploitant suite à l'inspection. L'Inspection a procédé à un examen par sondage de cette étude et soulève plusieurs interrogations concernant certaines données d'entrée, qui semblent ne pas correspondre à ce qui a été observé sur site ou sur les plans. Parmi les éléments concernés figurent : la forme géométrique des cellules, les dimensions (longueur et largeur) des cellules, l'emplacement des murs coupe-feu, l'usage d'un unique mode de stockage, ainsi qu'un unique type de palette...

Les autres documents utiles pour la situation administrative de l'établissement n'ont pas été examinés dans le cadre de la présente inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 2 mois:

L'exploitant est invité à revoir sa note de calcul Flumilog, utilisée pour déterminer les distances d'effets des flux thermiques en cas d'incendie. Il devra s'assurer que l'ensemble des données

d'entrée est en cohérence avec la réalité du terrain et procéder à toute modification nécessaire. En conclusion, l'exploitant devra se positionner vis-à-vis de la réglementation, notamment en ce qui concerne la conformité aux exigences de l'annexe VIII de l'AM du 11 avril 2017 et à l'annexe V.III (point 2 de l'annexe II), et d'en informer l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

L'établissement est soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (1510-2) de la nomenclature des ICPE, relative au stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts d'un volume supérieur ou égal à 50 000 m³ et inférieur à 300 000 m³.

En complément du dossier d'enregistrement déposé le 25 septembre 2014, l'exploitant a transmis, le 1er septembre 2014, un dossier de déclaration pour une activité de stockage de liquides inflammables relevant de la rubrique 1432 (capacité équivalente totale comprise entre 10 et 100 m³). Un récépissé de déclaration a été délivré le 21 octobre 2014.

Il convient de rappeler ici que cette rubrique a été supprimée au 1er juin 2015.

L'activité principale de l'établissement consiste en du stockage de produits cosmétiques. À ce titre, des produits de type parfums et déodorants, susceptibles de relever des catégories des liquides inflammables et des aérosols, sont présents dans l'entrepôt.

Lors des échanges avec l'Inspection, l'exploitant a indiqué que ces produits étaient conditionnés en petits volumes (30 ml, 50 ml, 100 ml) et a précisé stocker au maximum 20 m³ de liquides inflammables et 99 litres d'aérosols. Ces éléments, communiqués oralement, n'ont toutefois pas été accompagnés d'un positionnement de l'exploitant quant au classement de ces produits au regard des rubriques de la nomenclature ICPE applicables, notamment celles relatives aux liquides inflammables et aux aérosols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 2 mois:

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un état des lieux précis des quantités de liquides inflammables et d'aérosols effectivement stockés sur le site.

Sur la base de cet état des lieux, l'exploitant devra déterminer le classement de ses activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment au titre des rubriques 1436 (liquides dont le point éclair est compris entre 60 °C et 93 °C), 432x (aérosols) et 433x (liquides inflammables).

Les conclusions de cette analyse devront être transmises à l'Inspection.

Par ailleurs, l'exploitant est invité à se positionner au regard de la définition d'une « cellule de liquides et solides liquéfiés combustibles », telle que précisée à l'annexe I (Définitions) de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il devra indiquer si certaines cellules de l'entrepôt sont susceptibles de relever de cette définition.

Le cas échéant, l'exploitant devra examiner la conformité de ces cellules aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts, notamment celles prévues à l'article 28 concernant les cellules de liquides et solides liquéfiés combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements spécifiques pour les matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent, des matières dangereuses, notamment des liquides inflammables et des aérosols, sont stockées au sein de l'entrepôt.

Ces matières sont soumises à des conditions de stockage spécifiques, impliquant notamment leur entreposage dans des cellules aménagées et équipées en fonction des risques, et situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux, ni comporter de mezzanines.

Or, lors de l'inspection, il a été constaté que les matières dangereuses ne font pas l'objet d'un stockage dans des emplacements dédiés. Elles peuvent être stockées dans différentes cellules de l'entrepôt, y compris au sein de cellules accueillant par ailleurs des matières non dangereuses.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 2 mois:</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de vérifier sa conformité aux dispositions relatives aux conditions de stockage des matières dangereuses, notamment en ce qui concerne leur implantation dans des cellules adaptées aux risques.</p> <p>L'exploitant justifie de cette conformité auprès de l'Inspection. Le cas échéant, il met en place les actions correctives nécessaires afin de se conformer à l'ensemble des exigences de la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4 au I.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[,,,]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des matières stockées au sein de l'installation et a indiqué que</p>

celui-ci faisait l'objet d'une mise à jour a minima hebdomadaire.

Toutefois, les éléments fournis lors de l'inspection n'ont pas permis de démontrer que cet état est accessible à tout moment, notamment en cas d'incident, d'accident ou de perte d'utilités.

Par ailleurs, l'état présenté ne permet pas d'identifier clairement les matières dangereuses stockées. En particulier, l'absence de filtrage ou de classement selon les rubriques ICPE 4xxx ne permet pas de distinguer ces substances. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si un état des stocks spécifique aux matières dangereuses fait l'objet d'une mise à jour quotidienne.

S'agissant du recalage des stocks, l'exploitant a indiqué qu'un inventaire physique est réalisé annuellement, complété le cas échéant par des inventaires ponctuels.

Enfin, concernant la disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer leur présence avant réception des produits. Il a indiqué devoir vérifier ce point auprès du responsable logistique, puis a précisé après l'inspection qu'une démarche de collecte de ces documents devait être engagée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- Garantir l'accessibilité permanente de l'état des matières stockées, y compris en cas d'incident, d'accident ou de perte d'utilités ;
- Mettre en place un état des stocks permettant d'identifier clairement les matières dangereuses (nature, quantité et zone de stockage), notamment par un classement ou un filtrage adapté (en particulier au regard des rubriques ICPE 4xxx) ;
- Assurer, pour les matières dangereuses, une mise à jour de l'état des stocks a minima quotidienne ;
- Disposer, préalablement à la réception des matières dangereuses, des fiches de données de sécurité (FDS).

L'inspection propose à Madame la Préfète la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à l'exploitant de se conformer aux dispositions précitées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1.servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de

dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'exploitant a présenté un état des matières stockées. Toutefois, celui-ci se limite à une liste d'articles et ne permet pas de répondre aux objectifs attendus en matière de gestion d'un événement accidentel.

En particulier, cet état ne permet pas de connaître de manière intelligible, pour les pouvoirs publics, la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Il ne comporte notamment pas :

- pour les matières dangereuses, de distinction des produits selon les différentes familles de mention dangers, en lien avec un éventuel classement au titre des rubriques ICPE 4xxx ;
- de regroupement par grandes familles pertinentes au regard des risques d'incendie pour les matières non dangereuses ;
- de répartition des stocks par cellule ou zone de stockage.

En l'absence de la personne responsable en charge des questions de sécurité ou d'environnement lors de l'inspection, il n'a pas été possible de vérifier, même par sondage, si certaines de ces données auraient pu être extraites par ailleurs.

En conséquence, l'état des matières stockées présenté est considéré comme non conforme aux prescriptions applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose à Madame la Préfète la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à l'exploitant de se conformer aux dispositions précitées (état des stocks détaillé).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [,,,] 2.répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées présenté ne permet pas de répondre à l'objectif d'information du public. En effet, celui-ci ne présente pas les informations sous une forme lisible et compréhensible par un public non spécialiste. Il se limite à une liste d'articles et ne comporte pas de synthèse des quantités par classes de dangers (notamment dangers physiques, dangers pour la santé ou dangers pour l'environnement). En conséquence, l'état présenté ne permet pas de disposer d'un format synthétique pouvant être tenu à disposition du préfet en vue de l'information du public. Ce point est considéré comme un écart.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à Madame la Préfète la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à l'exploitant de se conformer aux dispositions précitées (état des stocks synthétique).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4 (Annexe V-III)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Isolement atelier de maintenance et bureaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont au moins REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique ; - les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. <p>Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous au moins REI 120 ; - sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. <p>De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :</p>

- le plafond est au moins REI 120 ;
- le plancher est également au moins REI 120 si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine ;
- [...]- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur au moins REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- [...]

Constats :

Lors de la visite de terrain, les inspecteurs ont relevé les éléments suivants :

Local de maintenance

Le local de maintenance, situé à proximité de l'espace d'expédition, est en communication avec une cellule de stockage par une porte coupe-feu de degré EI60. Cette porte était maintenue ouverte au moyen d'un dispositif de type bloque-porte.

Dans ces conditions, les exigences relatives au degré de résistance au feu des parois séparatives entre une cellule et un local technique (au moins REI 120, avec des dispositifs associés cohérents) ne sont pas respectées.

Bureaux en mezzanine

Des bureaux sont aménagés en mezzanine à proximité de la zone « Autostore ». Ces bureaux ne peuvent pas être assimilés à des bureaux de quais.

Il a été constaté que ces locaux ne présentent pas les caractéristiques constructives requises, notamment en matière de résistance au feu des parois (REI 120), telles que prévues par la prescription applicable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 2 mois :

Concernant le local de maintenance, il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité la séparation avec la cellule de stockage, en assurant notamment :

- le maintien en position fermée de la porte ;
- un degré de résistance au feu cohérent avec celui de la paroi séparative (REI 120).

Sous 6 mois :

Concernant les bureaux en mezzanine, il est demandé à l'exploitant de mettre en place les mesures nécessaires afin de rendre ces locaux conformes à l'ensemble des exigences applicables (mesures constructives, prise en compte des matières dangereuses, etc...).

Sur ce point, l'Inspection propose à Madame la Préfète la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à l'exploitant de se conformer aux dispositions précitées.

Dans l'attente de cette mise en conformité, les bureaux concernés ne devront pas être utilisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le confinement des eaux d'extinction incendie repose sur un dispositif d'obturation de type guillotine. Toutefois, lors de la visite sur site, les inspecteurs ont constaté que ce dispositif n'est pas maintenu en état de fonctionnement satisfaisant et ne peut pas être actionné de manière simple et rapide en cas de sinistre. Les conditions de manœuvre observées ne permettent pas de garantir une mise en œuvre efficace en situation d'urgence. Par ailleurs, il n'a pas été démontré que ce dispositif fait l'objet d'un entretien régulier ni que des consignes d'exploitation précisent ses modalités de mise en œuvre. Enfin, le dispositif est uniquement manuel et ne permet pas une action depuis un poste de commande ni une activation automatique. En conséquence, les dispositions visant à assurer l'isolement des réseaux et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre ne sont pas respectées. Ce point constitue une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec les dispositions relatives au confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre, notamment en garantissant: -d'une part, le bon état de fonctionnement, l'accessibilité, la rapidité de mise en œuvre et les modalités d'exploitation et d'entretien du dispositif d'obturation, -d'autre part, l'automatisation et l'activation à distance du dispositif d'obturation. À défaut de mise en conformité dans un délai de 2 mois, l'inspection proposera à Madame la Préfète une mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Prises d'eau
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : [...] b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.
Constats : L'installation dispose d'une réserve d'eau incendie sous la forme d'un bassin. Toutefois, lors de la visite, il a été constaté que ce bassin présente un état d'entretien insuffisant, avec la présence importante de végétaux et de matières flottantes. Cette situation est susceptible de compromettre les conditions d'aspiration des moyens de lutte contre l'incendie, notamment par un risque d'obstruction des dispositifs d'aspiration. Par ailleurs, la zone destinée au stationnement des engins des services d'incendie et de secours n'était pas maintenue libre d'accès, étant occupée par des véhicules en stationnement. Ces éléments sont de nature à remettre en cause la disponibilité et l'efficacité des moyens de lutte contre l'incendie en cas de sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : -Assurer un entretien régulier de la réserve d'eau incendie, de manière à garantir son bon fonctionnement et son utilisation par les services d'incendie et de secours ; -Veiller à ce que les abords et aires de stationnement des engins de secours soient maintenus libres en permanence, et mettre en place les mesures nécessaires pour en assurer le respect (signalisation, matérialisation, etc.) ; -S'assurer que les moyens d'alimentation en eau incendie sont effectivement utilisables en toutes circonstances, le cas échéant en lien avec les services d'incendie et de secours. L'exploitant justifiera auprès de l'Inspection, dans un délai de 2 mois, des actions mises en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes d'extinction automatique d'incendie
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de

cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Constats :

L'exploitant a transmis un compte-rendu de vérification semestrielle (Q1) du système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkleur, daté du 17 avril 2025.

Ce rapport fait état de plusieurs non-conformités, de travaux à réaliser ainsi que d'observations et améliorations proposées.

Il a été constaté que certaines non-conformités mentionnées dans ce rapport, datant notamment de 2018 et 2023, n'ont pas été levées à ce jour.

Par ailleurs, le document transmis ne permet pas d'attester de la réalisation d'une vérification semestrielle récente du système.

Ces éléments ne permettent pas de garantir que le système d'extinction automatique est maintenu en état de fonctionnement conforme aux exigences applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 2 mois:

Il est demandé à l'exploitant de :

- Mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin de lever les non-conformités identifiées sur le système d'extinction automatique d'incendie;
- Transmettre à l'inspection un compte-rendu de vérification (Q1) attestant de la conformité du système ;
- S'assurer du respect de la périodicité des vérifications semestrielles du système d'extinction automatique d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois